

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Version 2 – février 2024

## Marché public de fournitures courantes soumis au code de la commande publique

### Procédure SADML2022

**Ce document est fourni à titre indicatif en vue de la préparation des premiers marchés spécifiques**

**Aucune offre n'est attendue à ce stade de la consultation.**

**Pouvoir adjudicateur** : Hospices Civils de Lyon, Direction des Achats – Produits de Santé – 45 rue Villon CS48283 – 69008 LYON

**Objet du marché** : FOURNITURE DE DISPOSITIFS MEDICAUX, STERILES ET NON STERILES, ET FILTRES A EAU POUR USAGE MEDICAL

**Procédure** :

Appel d'offres restreint (articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-6 à R.2161-11, R.2162-39, R.2162-41 à R.2162-47, R.2162-49 à R.2162-51 du Code de la commande publique)

**Technique d'achat** : Système d'acquisition dynamique (R.2162-37 à R.2162-51 Code de la commande publique)

# SOMMAIRE

CHAPITRE 1ER - GENERALITES.....	5
1. FONCTIONNEMENT DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	5
1.1 TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR .....	5
1.2 COORDONNEES DU POUVOIR ADJUDICATEUR ET RESPONSABILITES.....	5
1.3 BENEFICIAIRES DES MARCHES SPECIFIQUES.....	6
1.4 REPARTITION DES RESPONSABILITES .....	6
1.5 LITIGES .....	7
2. OBJET ET PERIMETRE DU SAD .....	7
2.1 OBJET DU SAD .....	7
2.2 NATURE ET FORME DES MARCHES SPECIFIQUES.....	8
2.3 PERIMETRE GEOGRAPHIQUE .....	8
3. PIECES CONSTITUTIVES DU SAD.....	8
4. DIVISION EN LOTS .....	9
5. DUREE DU SAD ET DUREE DES MARCHES SPECIFIQUES.....	9
6. OBLIGATIONS GENERALES DES TITULAIRES .....	9
6.1 MODIFICATION AFFECTANT LES CANDIDATS ADMIS AU SAD.....	9
6.2 SUIVI DE L'EXECUTION DES MARCHES .....	10
6.3 ALIMENTATION DU E-CATALOGUE DE UNIHA .....	12
6.4 QUALITE DES FOURNITURES .....	12
6.5 ASSURANCE .....	12
6.6 DISCRETION ET CONFIDENTIALITE .....	13
6.7 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL .....	13
6.8 SOUS-TRAITANCE EN COURS D'EXECUTION .....	13
6.9 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES DANS LA RELATION POUVOIR ADJUDICATEUR-ETABLISSEMENT BENEFICIAIRES ET TITULAIRES.....	13
CHAPITRE 2 - EXECUTION.....	14
7. MODALITES D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE .....	14
7.1 MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE DE FOURNITURES .....	14
7.2 HORAIRES, LIEUX ET CONDITIONS DE LIVRAISON .....	15
7.3 EMBALLAGES ET TRANSPORT .....	15
7.4 LE DELAI DE LIVRAISON .....	15
7.5 DIFFICULTE DE LIVRAISON.....	16
7.6 BORDEREAU DE LIVRAISON.....	16
7.7 DESADV .....	16

8. GESTION DES RUPTURES D'APPROVISIONNEMENT .....	16
8.1 OBLIGATION D'INFORMATION.....	16
8.2 PRODUIT DE SUBSTITUTION.....	17
8.3 RESILIATION .....	17
8.4 CAS EXCEPTIONNEL DE L'EVOLUTION TECHNOLOGIQUE DU PRODUIT .....	18
9. OPERATIONS DE VERIFICATION .....	18
9.1 VERIFICATION QUANTITATIVES.....	18
9.2 VERIFICATION QUALITATIVES .....	19
10. CLAUSE DE REPRISE.....	19
11. ADMISSION ET TRANSFERT DE PROPRIETE .....	19
12. GARANTIE DES FOURNITURES.....	19
CHAPITRE 3 - PRIX ET REGLEMENTS.....	20
13. CONTENU ET CARACTERE DES PRIX .....	20
13.1 FORME DES PRIX .....	20
13.2 CONTENU DES PRIX.....	20
14. MODALITES DE REVISION DES PRIX .....	21
14.1 OFFRE DE PRIX PROMOTIONNELS.....	21
14.2 REMISES ET ESCOMPTES APPLICABLES .....	21
14.3 REMISE EN UNITE GRATUITE.....	22
14.4 MODALITES D'ATTRIBUTION DES REMISES.....	22
14.5 REVISION JUSTIFIEE PAR LA REGLEMENTATIONS APPLICABLE AUX DISPOSITIFS MEDICAUX.....	23
14.6 REVISION DES PRIX.....	24
14.7 CLAUSE DE PARANGONNAGE .....	24
15. AVANCES .....	24
16. MODALITES DE REGLEMENTS .....	25
16.1 DELAIS DE PAIEMENT .....	25
16.2 FACTURES.....	25
16.3 NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCE.....	27
CHAPITRE 4 – PASSATION DES MARCHES SPECIFIQUES .....	27
17. MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SPECIFIQUES .....	27
17.1 REFERENCEMENT DES CANDIDATS .....	27
17.2 PASSATION DES MARCHES SPECIFIQUES .....	27
17.3 OBJET DU MARCHE SPECIFIQUE .....	27
17.4 FORME DES MARCHES SPECIFIQUES.....	28
17.5 DUREE DES MARCHES SPECIFIQUES.....	28
17.6 PIECES DU MARCHE SPECIFIQUE.....	28
17.7 OBLIGATIONS SPECIFIQUES LIEES AU PRIX .....	30
17.8 MODALITES DE REMISE DES OFFRES.....	30

17.9 ÉVALUATION DES OFFRES DES MARCHES SPECIFIQUES .....	30
17.10 NOTIFICATION .....	31
CHAPITRE 5 – RESILIATION EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES - PENALITES .....	31
18.PENALITES .....	31
18.1 PENALITES EN CAS DE RETARD DANS L’EXECUTION DES PRESTATIONS .....	31
18.2 PENALITES POUR DEFAT DES OBLIGATIONS RELATIVES A LA RECUPERATION DES DONNEES (ALIMENTATION DU E-CATALOGUE, SUIVI DES MARCHES, SUIVI DES STOCKS...) .....	32
18.3 AUTRES PENALITES.....	32
19. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES .....	32
19.1 EN CAS DE RUPTURE D’APPROVISIONNEMENT EN COURS D’EXECUTION.....	32
19.2 EN CAS D’INCIDENTS QUALITE REPETES .....	33
20.RESILIATION DU CONTRAT .....	33
20.1 MOTIFS DE RESILIATION.....	33
20.2 INDEMNITE DE RESILIATION .....	34
20.3 RESILIATION EN CAS DE LIQUIDATION JUDICIAIRE .....	34
CHAPITRE 6 – IMPREVISION ET CIRCONSTANCES IMPREVUES .....	34
21. OBLIGATION D’INFORMATION.....	34
22. MODALITES DE POURSUITE DU CONTRAT .....	35
22.1 MODIFICATION DES CONDITIONS D’EXECUTION .....	35
22.2 INDEMNISTATION AU TITRE DE L’IMPREVISION POUVANT PRENDRE LA FORME D’UNE MODIFICATION TEMPORAIRE DES PRIX.....	35
23. MODALITES DE LA SUSPENSION DU CONTRAT .....	36
24. PROLONGATION DU MARCHE.....	36
CHAPITRE 7 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	37

# CHAPITRE 1ER - GENERALITES

## 1. FONCTIONNEMENT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

### 1.1 TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

Afin d'optimiser la commande publique dans le domaine de la santé, un Groupement de Coopération Sanitaire (G.C.S.) dénommé UniHA a été constitué par les établissements de santé adhérents du GCS UniHA.

Le GCS UniHA exerce l'activité permanente de centrale d'achat au sens de l'article L.2113-2 du Code de la commande publique

En vertu de sa convention constitutive, l'assemblée générale du GCS donne mandat à l'un de ses membres pour coordonner des groupements de commande.

La présente consultation est coordonnée par les **Hospices Civils de Lyon** en application des délibérations de l'assemblée générale du GCS UniHA en dates de décembre 2021 et novembre 2023.

En vertu de ce mandat, les Hospices civils de Lyon ci-après « l'établissement coordonnateur » sont pouvoir adjudicateur de la présente procédure, système d'acquisition dynamique (SAD).

Il est le seul habilité à conclure un marché spécifique en exécution du système d'acquisition dynamique, pour le compte de l'un, l'autre, ou la totalité des établissements adhérents.

Les marchés spécifiques seront passés pour le compte des établissements bénéficiaires définis à l'article 1.3 du CCAP.

Néanmoins, au titre de ses compétences résultant de l'article L.2113-2, 1° du Code de la commande publique, le GCS se réserve, en cours d'exécution, la possibilité d'acquérir directement les fournitures objets des marchés spécifiques pour les revendre à ses membres. Il aura alors la qualité d'établissement bénéficiaire. Le cas échéant, un avenant précisera cette modalité.

### 1.2 COORDONNEES DU POUVOIR ADJUDICATEUR ET RESPONSABILITES

Le pouvoir adjudicateur contractant du SAD est :

**Hospices Civils de Lyon**  
Direction des Achats - Produits de Santé  
45 Rue Villon  
CS 48283  
69008 LYON

Par dérogation aux articles 2 et 3.7.1 du CCAG FCS, les établissements adhérents, bénéficiaires des marchés spécifiques auxquels ils ont adhéré sont pouvoir adjudicateur au sens où ils sont responsables de l'exécution des prestations y afférent, et notamment de la passation des bons de commandes

---

### 1.3 BENEFICIAIRES DES MARCHES SPECIFIQUES

Les établissements bénéficiaires des futurs marchés spécifiques seront identifiés dans chaque marché spécifique.

Les bénéficiaires des marchés spécifiques pourront être les membres du groupement de commande spécialement constitué pour chaque marché spécifique et/ou les adhérents de la centrale d'achat dans la limite du périmètre défini dans chaque marché spécifique.

Les titulaires des marchés spécifiques assurent directement la livraison des fournitures auprès des adhérents UniHA définis dans le marché spécifique.

Le titulaire établit et adresse directement à l'adhérent bénéficiaire du marché spécifique, les factures et autres documents justificatifs permettant le règlement des sommes dues par le comptable du bénéficiaire (**cf. annexe 3 du présent CCAP : Liste des comptables assignataires des adhérents UniHA**).

---

### 1.4 REPARTITION DES RESPONSABILITES

Les Hospices Civils de Lyon sont le pouvoir adjudicateur pour la passation du SAD. Ils demeurent seuls responsables de toute la procédure de passation du SAD et de ses éventuelles modifications.

Les marchés spécifiques seront lancés par les Hospices Civils de Lyon, en leur qualité de coordonnateur, pour leurs propres besoins comme pour celui des établissements bénéficiaires du SAD.

Les Hospices Civils de Lyon, établissement coordonnateur, sont compétents pour :

- Accepter ou rejeter les candidatures présentées au titre du SAD ;

Le pouvoir adjudicateur qui prend la responsabilité de la passation du marché spécifique (Hospices Civils de Lyon pour le compte de UniHA) est compétent pour :

- Procéder, dans le respect des règles prévues par le Code de la commande publique, à l'organisation de la procédure de passation de marché(s) spécifique(s) dans le respect du dossier de consultation du SAD ;
- Signer et notifier le(s) marché(s) spécifique(s) ;
- Procéder à la passation, à la signature et à la notification des avenants de toute nature pouvant intervenir dans le cadre du ou des marché(s) spécifique(s) ;
- Réaliser plus généralement tous les actes relatifs à la modification du ou des marchés spécifiques ;
- Prononcer la résiliation du ou des marchés spécifiques ;
- Gérer les relations pré - contentieuses et les contentieux formés à l'encontre de la passation des marchés spécifiques.
- Appliquer les pénalités relatives à l'exécution globale et au suivi de l'exécution des marchés spécifiques
- L'agrément d'éventuels sous-traitants de certains titulaires

L'établissement qui prend la responsabilité de l'exécution du marché spécifique (établissements adhérents UniHA) est compétent pour :

- Procéder à l'exécution des marchés spécifiques (envoi des bons de commande)

- Réceptionner les fournitures
- Payer les titulaires
- Gérer les éventuels litiges relatifs à l'exécution
- Appliquer les pénalités relatives à l'exécution individuelle des marchés spécifiques

## 1.5 LITIGES

Les Hospices Civils de Lyon, établissement coordonnateur du SAD, ne peuvent être tenus responsables de défauts constatés dans l'exécution des marchés spécifiques issus du contrat.

Les contentieux nés de l'exécution des marchés spécifiques relèvent exclusivement de la relation contractuelle établie entre l'adhérent bénéficiaire et le titulaire. Le cas échéant, ces litiges relèveront de la compétence des juridictions du ressort territorial des établissements bénéficiaires de la prestation objet du marché.

En aucun cas pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le bénéficiaire et le titulaire, ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée des prestations à effectuer.

Les litiges concernant l'accord-cadre lui-même relèveront du Tribunal administratif du ressort de l'établissement coordonnateur du marché spécifique.

## 2. OBJET ET PERIMETRE DU SAD

### 2.1 OBJET DU SAD

Le système d'acquisition dynamique a pour objet la fourniture :

- De dispositifs médicaux, stériles et non stériles
- De dispositifs dédiés à la filtration d'eau pour usage médical

pour le compte des établissements bénéficiaires désignés à l'article 1er du présent CCAP.

Le SAD est subdivisé **en 3 catégories** comme suit :

1	Objets de pansement, compresses, bandes, bas de compression
2	Gants / Doigtiers Stériles et non stériles
6	Filtres à eau

Les montants indiqués [en annexe 1 du CCAP](#) s'appliquent à chaque catégorie dans sa globalité et sont « estimatifs » sur la durée du SAD. **Ils ne constituent en aucun cas un engagement contractuel quelconque ou un minimum de commande** et ne pourront être opposables au pouvoir adjudicateur en cas de contentieux.

Les marchés spécifiques pourront être lancés sur une ou plusieurs catégories.

Le [pouvoir adjudicateur](#) pourra néanmoins lancer simultanément, au sein d'un même DCE, plusieurs marchés spécifiques pour plusieurs catégories, sans qu'il ne soit exigé des fournisseurs qu'ils soient en mesure de répondre à l'ensemble des catégories concernées par le marché spécifique.

---

## 2.2 NATURE ET FORME DES MARCHES SPECIFIQUES

Chaque marché spécifique sera un accord-cadre à bons de commandes avec ou sans minimum et avec un volume et/ou montant maximum.

Ces volumes et/ou montants seront déterminés pour chaque marché spécifique.

---

## 2.3 PERIMETRE GEOGRAPHIQUE

Les livraisons des fournitures objet du SAD peuvent avoir lieu sur l'ensemble du territoire national ainsi que dans les Départements et Régions d'Outre-Mer et Collectivités d'Outre-Mer (annexe 2 du CCAP).

Les livraisons dans les DROM-COM sont effectuées suivant l'Incoterms FCA (Free Carrier).

La liste des établissements membres de UniHA jointe en annexe 2 du CCAP à titre indicatif est susceptible d'évoluer en cours du SAD.

Le périmètre de livraison sera précisé lors de chaque marché spécifique.

## 3. PIECES CONSTITUTIVES DU SAD

Le dossier de consultation du présent SAD contient les pièces suivantes :

- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières** et ses 3 annexes :
  - ➔ Annexe 1 : Liste des catégories du SAD et de leurs montants estimatifs
  - ➔ Annexe 2 : Liste des adhérents UNIHA
  - ➔ Annexe 3 : liste des comptables assignataires des adhérents UniHA
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières**
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS)
- Le **Règlement de consultation, ses 3 annexes** :
  - ➔ Annexe 1 : Notice utilisation Cerbère
  - ➔ Annexe 2 : Procédure réponses dématérialisées
  - ➔ Annexe 3 : Dume Mode opératoire Fournisseurs

**En cas de contradiction entre les pièces constitutives du contrat, elles prévalent dans l'ordre de priorité énuméré ci-dessus.**

Les conditions générales de vente du Titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée, que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne s'appliquent en aucun cas au SAD.

Les exemplaires des documents particuliers énumérés ci-dessus et conservés dans les archives de l'établissement coordonnateur font seule foi.

## 4. DIVISION EN LOTS

Les marchés spécifiques seront allotés. Le détail de l'allotissement sera précisé dans chaque marché spécifique.

## 5. DUREE DU SAD ET DUREE DES MARCHES SPECIFIQUES

Pour toutes les catégories, le SAD sera ouvert pour une période de 8 ans à compter de sa publication. Cette durée de validité pourra être modifiée selon les dispositions de l'article R.2162-40 du Code de la Commande Publique.

La durée des marchés spécifiques sera précisée dans le document de consultation de chaque marché spécifique.

Les bons de commande pourront être émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

## 6. OBLIGATIONS GENERALES DES TITULAIRES

### 6.1 MODIFICATION AFFECTANT LES CANDIDATS ADMIS AU SAD

#### 6.1.1 MODIFICATIONS ADMINISTRATIVES

Les candidats admis dans le SAD s'engagent à informer, sans délai, l'établissement coordonnateur de tout changement survenant au cours de la période de validité du SAD, affectant :

- La personne ayant qualité pour le représenter,
- La forme juridique de l'entreprise,
- La raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination,
- Son adresse ou son siège social,
- La cession d'une ou de différentes activités,
- L'acquisition d'une nouvelle activité,
- Ses coordonnées bancaires.

Ces changements doivent être signalés impérativement et sans délai, à l'établissement coordonnateur ([Hospices civils de Lyon](#)) avant toute nouvelle facturation auprès des adhérents si le candidat est titulaire d'un marché spécifique. Ces changements se font sans modification de l'offre retenue au titre du ou des marchés spécifiques notifiés.

Ces modifications peuvent être formalisées par simple échange de courrier ou certificat administratif, ou tout moyen permettant d'établir l'accord des parties.

Concernant les changements de coordonnées bancaires, le [pouvoir adjudicateur en charge de la passation du marché spécifique](#) acceptera la modification de RIB après s'être assuré par tous moyens de la validité du nouveau RIB.

Dans le cas où ces modifications entraînent la substitution du titulaire du marché spécifique par un nouveau titulaire au sens de l'article R2194-6 du Code de la commande publique, elles font l'objet d'un avenant.

---

### 6.1.2 CESSION DU MARCHE

Conformément à l'article R.2194-6 du Code de la Commande publique, le titulaire du marché spécifique initial peut, à la suite d'une opération de restructuration, céder le marché à un nouveau titulaire.

Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la **capacité et les pouvoirs requis** pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire ;
- présenter des **garanties professionnelles, techniques et financières** suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession est subordonnée à l'**autorisation expresse du pouvoir adjudicateur** qui se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire communiquera les pièces suivantes :

- Les **garanties techniques et financières** suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci ;
- les justificatifs prouvant que le cessionnaire a satisfait à ses **obligations fiscales et sociales** ;
- **Un numéro unique d'identification délivré par l'INSEE**. Lorsqu'en raison d'une impossibilité technique, il n'est pas possible d'accéder, par l'intermédiaire d'un système électronique, aux données nécessaires en utilisant le numéro unique d'identification, l'attributaire communiquera, sur demande, au pouvoir adjudicateur, un extrait d'immatriculation au registre ou au répertoire auquel la société est inscrite.
- La **date** à laquelle la cession doit intervenir.

Le **pouvoir adjudicateur du marché spécifique** se prononcera sur l'agrément du cessionnaire après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le pouvoir adjudicateur ne pourra refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans tous les cas, le nouveau titulaire désigné respectera l'ensemble des engagements contractuels du titulaire initial, sans réserve aucune.

En cas d'agrément, la cession est constatée par avenant de transfert.

---

## 6.2 SUIVI DE L'EXECUTION DES MARCHES

---

### 6.2.1 REPORTING DU MARCHE SPECIFIQUE AU COORDONATEUR

Le titulaire d'un marché spécifique devra fournir au coordonnateur sous format EXCEL, au minimum à **chaque date anniversaire** :

- le volume des commandes en quantité, sur l'année écoulée, pour chaque référence et pour chaque adhérent;
- le chiffre d'affaires réalisé HT et TTC pour chaque référence et pour chaque adhérent;
- les montants de remises consenties par type de remise et par adhérent, et leurs dates de perception.

Un modèle de document EXCEL pourra être transmis par le coordonnateur.

Le titulaire ne peut se soustraire à cette obligation.

En cas de défaillance, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire indiquée dans la partie « 18.2 Pénalités pour défaut des obligations relatives à la récupération des données lors du suivi d'exécution des marchés ».

---

#### 6.2.2 REPORTING UNIHA

Chaque titulaire de chaque marché spécifique s'engage à transmettre au GCS UniHA deux reporting par an, afin d'effectuer un suivi de l'activité du Titulaire en termes de volumétrie et en terme financier. Les dates de reporting demandées sont le **31 juillet** pour les données du 1<sup>er</sup> janvier au 30 Juin (Semestre1) et le **31 janvier** pour les données du 1<sup>er</sup> Juillet au 31 décembre (semestre2).

En l'absence de remise de ces documents dans un délai de deux mois à compter des dates mentionnées ci-dessus, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire indiquée dans la partie « 18.2 Pénalités pour défaut des obligations relatives à la récupération des données lors du suivi d'exécution des marchés ».

Ces exigences s'imposent pendant toute la durée d'exécution des marchés spécifiques, quelle que soit la date de début et la date de fin du marché spécifique, dès lors que sa période d'exécution couvre en partie un semestre.

Ce reporting sera réalisé à l'aide d'un fichier Template disponible sur le site internet de UniHA à partir du menu suivant : « Je suis une entreprise », « Reporting fournisseur ». Il permet de tester le fichier et de le transmettre à UniHA.

Le reporting doit permettre de renseigner les données obligatoires suivantes :

1. N°SIRET du titulaire, le nom du titulaire
2. Numéro de marché attribué par UniHA,
3. N° SIRET de l'établissement bénéficiaire du marché, le Nom de l'établissement : Date de début et date de fin de période de reporting (exemple 01/01/2019 - 30/06/2019 : pour des données agrégées au semestre) pour caractériser la période concernée par la ligne de donnée.
4. Quantité de produits et/ou services facturée
5. Montant facturé en euros HT et TTC

#### Mode opératoire :

Le format fichier sera CSV ou Excel.

---

#### 6.2.3 SUIVI MENSUEL DES STOCKS ET RUPTURES

Pour certaines catégories du SAD et sur certains marchés spécifiques, le pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire de fournir un suivi mensuel des stocks et ruptures. Auquel cas, le titulaire devra fournir, mensuellement, sous format EXCEL, un état de couverture des stocks par référence au coordonnateur en indiquant :

- Nombre d'unités en stock à disposition des adhérents UniHA
- Nombre de jours de couverture de stocks
- Rupture à prévoir (oui/non)
- Si rupture :
  - o Quantité commandée par le fournisseur pour le réassort
  - o Date de retour de disponibilité du produit
  - o Degré de couverture de réassort (reste à livrer uniquement ou reste à livrer **et** besoins des adhérents UniHA)

- o Origine de la rupture
- o Produit de substitution (si proposé)
- o Descriptif technique de l'alternative proposée
- o Référence produit de substitution
- o Nombre de jours de couverture de stocks sur l'alternative
- o Conservation des reliquats (oui/non)

Un modèle de document EXCEL pourra être transmis par le pouvoir adjudicateur.

En cas de défaillance, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire indiquée dans la partie « 18.2 Pénalités pour défaut des obligations relatives à la récupération des données lors du suivi d'exécution des marchés ».

---

### 6.3 ALIMENTATION DU E-CATALOGUE DE UNIHA

Afin de d'alimenter le e-catalogue UNIHA, et de proposer aux adhérents une vitrine des articles proposés dans chaque marché, les titulaires des marchés spécifiques devront fournir un fichier transmis par le pouvoir adjudicateur au moment de l'attribution, complété avec les photos et/ou fiches techniques des produits proposés dans leur offre.

Les titulaires disposent d'un délai de 90 jours à compter de la notification pour fournir l'ensemble des éléments par voie électronique.

**Le titulaire ne peut se soustraire à cette obligation.**

En cas d'avenant, le titulaire devra renvoyer l'annexe susvisée du CCAP modifiée par l'effet de l'avenant dans un délai de 15 jours à compter de la signature de l'avenant.

---

### 6.4 QUALITE DES FOURNITURES

Les fournitures doivent être conformes à la réglementation en vigueur, aux spécifications techniques décrites dans le CCTP, de façon générale, à l'ensemble des stipulations du marché spécifique.

Le titulaire s'engage à ce que ses fournitures soient de qualité identique à celle des photos ou iconographies, ou spécimen, fournis avec son offre en fonction des exigences propres de chaque marché spécifique.

Le titulaire s'engage à respecter le niveau d'engagement indiqué dans son offre.

---

### 6.5 ASSURANCE

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire d'un marché spécifique devra, dans un **délai de 15 jours** à compter de la date de notification du marché spécifique et avant tout début d'exécution de celui-ci, ou à tout moment sur demande du pouvoir adjudicateur en charge de la passation du marché spécifique, être en mesure de produire une attestation établissant l'étendue de la responsabilité couverte.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

---

## 6.6 DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire de chaque marché spécifique est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

A ce titre et conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des informations confidentielles ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire de chaque marché spécifique s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus.

---

## 6.7 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

A compter de la notification du marché, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur tous les six mois et pendant toute la durée de validité du contrat, les pièces listées aux articles D. 8222-4 à D. 8222-8 du Code du travail, permettant d'établir que le titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, et établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles.

En cas de non accomplissement de ces formalités et après mise en demeure de régulariser sa situation qui sera restée infructueuse, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le présent marché, sans indemnités pour faute du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

---

## 6.8 SOUS-TRAITANCE EN COURS D'EXECUTION

En cas de sous-traitance, le titulaire fournit une déclaration de sous-traitance mentionnant :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le titulaire, en signant l'acte de sous-traitance, est réputé avoir accompli auprès de son sous-traitant les obligations qui s'imposent en application de l'article L.8222-1 du Code du travail.

---

## 6.9 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES DANS LA RELATION POUVOIR ADJUDICATEUR-ETABLISSEMENT BENEFICIAIRES ET TITULAIRES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du

Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Le titulaire traite les données personnelles collectées auprès des agents de UniHA et de chaque adhérent pour les seuls besoins du suivi administratif de l'accord-cadre et l'exécution des prestations contractuelles qui lui incombent.

Chaque établissement bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre les obligations qui s'imposent en application du RGPD et de la politique interne de l'établissement en conséquence de l'utilisation des équipements et prestations objet du marché et le titulaire s'engage à les respecter.

Ces obligations feront l'objet le cas échéant d'un accord spécifique entre l'établissement bénéficiaire et le titulaire selon la politique interne de l'établissement.

## CHAPITRE 2 - EXECUTION

### 7. MODALITES D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

#### 7.1 MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE DE FOURNITURES

Les commandes sont directement passées par les établissements bénéficiaires, une fois le présent marché mis à leur disposition dans les conditions visées à l'article 1.4 du présent CCAP.

Les livraisons ne pourront intervenir qu'après notification des bons de commandes signés par le pharmacien gérant de l'établissement bénéficiaire ou les pharmaciens ayant reçu délégation de signature.

Les bons de commande font apparaître les informations suivantes :

- La quantité à livrer,
- La désignation de la fourniture
- Le numéro de référence du produit
- La date de livraison souhaitée,
- L'adresse et le lieu de livraison,
- Le montant TTC du bon de commande,
- La référence de l'accord-cadre,
- Le numéro de la commande,
- Le prix net unitaire HT.

Le titulaire du marché spécifique devra exécuter l'ensemble des prestations qui lui seront commandées par chaque établissement bénéficiaire. Il devra informer systématiquement l'établissement coordonnateur et l'ensemble des établissements bénéficiaires en cas de difficulté de fourniture, même si celle-ci ne concerne qu'un établissement.

---

## 7.2 HORAIRES, LIEUX ET CONDITIONS DE LIVRAISON

Préalablement à la livraison, le fournisseur s'informerait auprès de chaque établissement adhérent des dispositions prises en matière de circulation, de stationnement et des mesures adoptées concernant la sécurité à l'occasion des opérations de chargement et de déchargement dans l'établissement au regard des informations renseignées dans l'annexe « Conditions de livraisons particulières » du CCAP de chaque marché spécifique.

Les caractéristiques liées à la livraison sont propres à chaque établissement bénéficiaire.

Le titulaire, ou toute personne mandatée par lui pour les besoins de l'exécution des prestations devra respecter les modalités d'accès et de sécurité propres à chaque établissement.

Les modalités d'exécution des bons de commande pour les établissements des DROM-COM seront précisées au stade des marchés spécifiques.

---

## 7.3 EMBALLAGES ET TRANSPORT

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Elle est de la responsabilité du titulaire.

Par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG-FCS, les emballages restent la propriété de la personne publique.

En application des dispositions de l'article 20.3 du CCAG-FCS, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage incombent au titulaire. Le titulaire est responsable du transport de ses produits et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination de l'établissement bénéficiaire.

Le déchargement de la marchandise sera réalisé par le transporteur sous la responsabilité du titulaire. En effet, le titulaire est responsable du transporteur qu'il aura choisi et de toutes les avaries de livraison qui surviendraient du propre fait de ce dernier.

La livraison sera conforme aux dispositions du protocole de sécurité concernant les opérations de chargement et de déchargement de chaque établissement adhérent.

---

## 7.4 LE DELAI DE LIVRAISON

Le délai de livraison est indiqué dans la fiche « prestation du fournisseur ».

En cas de non-respect du délai de livraison, les délais indiqués dans la fiche « prestation du fournisseur » pourront être opposables au titulaire. Le cas échéant, le titulaire pourra se voir appliquer les pénalités prévues dans la partie « 18.1 Pénalités en cas de retard dans l'exécution des prestations » sans mise en demeure préalable.

Le point de départ du délai d'exécution est celui de la date de notification du bon de commande.

Toute demande ne respectant pas le délai de livraison indiqué dans l'offre du titulaire pourra être considérée comme urgente et devra être validée au préalable avec le titulaire (modalités, surcote ...).

Les prestations devront être achevées, y compris après la date limite de validité du marché, dès lors que le bon de commande aura été émis pendant la période de validité du marché.

---

## 7.5 DIFFICULTE DE LIVRAISON

Le titulaire devra livrer l'ensemble des produits qui lui seront commandés.

Lorsque le titulaire ne peut honorer la livraison d'une commande de manière totale ou partielle et/ou lorsqu'il désire procéder à la modification de tout élément inscrit sur le bon de commande, il doit impérativement en informer au préalable et sans délai l'établissement adhérent.

Cette information préalable se réalise :

- Soit par téléphone, confirmée d'une communication écrite dans un second temps ;
- Soit par courriel.

L'établissement bénéficiaire, prendra alors une décision de livraison partielle ou de différer la livraison.

---

## 7.6 BORDEREAU DE LIVRAISON

Les livraisons sont obligatoirement accompagnées d'un bordereau de livraison indiquant :

- Le nom du titulaire,
- La date de livraison,
- L'objet de la livraison (sur chaque colis, avec la quantité),
- Le numéro de l'accord-cadre,
- La quantité à livrer, la quantité livrée par référence,
- La référence du bon de commande,
- Le lieu de livraison,
- Le numéro de lot ou de série, si possible,
- Le nombre de colis et le poids de chacun d'eux.

Le bordereau de livraison au format papier pourra être substitué par un bordereau de livraison dématérialisé uniquement après accord du pharmacien gérant de la PUI, de l'approvisionnement ou des pharmaciens ayant reçu délégation de signature et validation des modalités d'envoi.

Auquel cas, il pourrait être transmis par mail aux personnes concernées.

---

## 7.7 DESADV

Il est souhaité la mise à disposition du DESADV (despatch advice – avis d'expédition) en anticipation de la livraison avec le numéro de lot et la péremption.

---

# 8. GESTION DES RUPTURES D'APPROVISIONNEMENT

---

## 8.1 OBLIGATION D'INFORMATION

En cas de rupture d'approvisionnement du produit objet du marché spécifique, et quelle qu'en soit la cause (arrêt de commercialisation, fabrication, distribution, rupture de stocks, évolution de la réglementation, contingentement), le titulaire en informe par écrit le pouvoir adjudicateur et les établissements adhérents sans délai.

Cette information doit comprendre, à minima :

- Les motifs de la rupture d'approvisionnement ;
- La durée prévisionnelle de rupture ;
- Une proposition de substitution.

Le pouvoir adjudicateur apprécie les motifs présentés par le titulaire pour décider de la poursuite de l'exécution du marché.

Pour certaines catégories du SAD, le pouvoir adjudicateur aura la possibilité de demander au titulaire un suivi mensuel des stocks et des ruptures (cf partie « 6.2.3 SUIVI MENSUEL DES STOCKS ET RUPTURES »).

---

## 8.2 PRODUIT DE SUBSTITUTION

En cas de contrainte d'approvisionnement ou pour tout autre motif jugé pertinent par le GCS UniHA, le Titulaire a la possibilité, après accord du GCS UniHA, de modifier ou remplacer – provisoirement ou pour la durée restante du marché - les fournitures faisant l'objet de l'accord-cadre par des fournitures jugées équivalentes ou plus performantes ou plus adaptées aux besoins.

Le produit de substitution doit être accompagné de sa fiche technique et sera conforme aux spécifications prévues au présent marché et doit être techniquement équivalent ou supérieur au produit proposé initialement.

Le remplacement du produit, ponctuel ou permanent, devra se faire à prix équivalent et ne devra pas avoir pour effet de bouleverser les conditions de mise en concurrence initiale.

Le GCS UniHA est libre d'accepter ou de refuser le remplacement de la référence. Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité d'approvisionner du fait du refus de remplacement de référence, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire dès lors que la rupture d'approvisionnement ne résulte pas d'une circonstance imprévisible.

En aucun cas une substitution des produits ne sera acceptée sans accord préalable du pharmacien responsable des approvisionnements de chaque établissement adhérent. En outre, le laboratoire devra obligatoirement informer le PA de cette substitution. En cas de substitution pérenne, le pouvoir adjudicateur devra valider la substitution avec son groupe expert.

En cas de livraison d'un produit de substitution sans accord préalable du GCS UniHA, le produit sera rejeté et sera repris aux frais du titulaire, sans que les dispositions relatives aux opérations de vérification prévues au présent CCAP ne s'appliquent.

En l'absence de produit de substitution, les commandes objet du marché pourront être passées par les établissements bénéficiaires aux frais et risques du titulaire défaillant.

---

## 8.3 RESILIATION

Dans l'hypothèse où aucun produit de substitution ne peut être proposé par le titulaire ou accepté par le GCS UniHA dans les conditions susvisées, et où la rupture d'approvisionnement imputable au titulaire est d'une durée supérieure à 3 mois, le marché peut être résilié pour faute ou pour motif d'intérêt général si la rupture n'est pas imputable au titulaire.

En cas de résiliation pour faute, les commandes objet du marché pourront être passées par les établissements bénéficiaires aux frais et risques du marché résilié jusqu'à la date de notification d'un nouveau marché spécifique si cette date est antérieure à la date d'échéance du marché résilié.

La durée d'exécution aux frais et risques ne peut en tout état de cause excéder 6 mois, à compter de la date de résiliation du marché.

---

#### 8.4 CAS EXCEPTIONNEL DE L'ÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE DU PRODUIT

A titre exceptionnel, à l'issue des 24 premiers mois de l'accord-cadre, en cas d'évolution technologique majeure non disponible à la date de notification du marché et liée à l'évolution normale de la technologie inhérente aux fournitures objet du marché, le prix de la nouvelle référence pourra excéder le prix de la référence remplacée, à la condition que le remplacement de la référence ne soit pas susceptible de remettre en cause les conditions initiales de mise en concurrence et notamment le classement des offres, et à la condition que le prix de la nouvelle référence n'excède pas de plus de 10% le montant de la référence initiale.

Le nouveau BPU intégrant la nouvelle référence et son prix sera joint à l'avenant. La signature de l'avenant vaudra signature du BPU.

### 9. OPERATIONS DE VERIFICATION

Les opérations de vérification des prestations sont effectuées par chaque établissement bénéficiaire et pour chaque bon de commande, dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du C.C.A.G-FCS.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples ou approfondies ont pour but de constater que les prestations exécutées ou produits livrés présentent les caractéristiques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées par le cahier des charges et l'offre technique du titulaire.

Elles sont effectuées dans les locaux de l'établissement bénéficiaire par les agents désignés à cet effet.

Par dérogation à l'article 27.3 du C.C.A.G-F.C.S, l'établissement bénéficiaire n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Néanmoins, le titulaire peut prendre contact avec l'établissement pour connaître les jours et heures fixés pour les vérifications afin d'y assister ou de s'y faire représenter.

---

#### 9.1 VERIFICATION QUANTITATIVES

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues à l'article 28.1 du chapitre V du CCAG. Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée.

Chaque adhérent pourra présenter sa décision d'admission, d'ajournement, de rejet ou de réfaction dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG FCS.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, l'établissement bénéficiaire peut mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira. En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bordereau de livraison, le dit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

Le cas échéant, les marchés spécifiques peuvent prévoir des dispositions particulières concernant les opérations de vérification quantitatives.

---

## 9.2 VERIFICATION QUALITATIVES

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues à l'article 28.1 du chapitre V du CCAG FCS. Elles consistent à vérifier la conformité des références listées sur le bon de commande et les références livrées, la conformité technique des produits et notamment leurs qualités, leurs conditionnements, leurs étiquetages et la validité de leurs durées de péremption.

Chaque adhérent pourra présenter sa décision d'admission, d'ajournement, de rejet ou de réfaction dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG FCS.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande écrite de l'établissement bénéficiaire qui toutefois peut accepter les fournitures avec réfaction de prix.

## 10. CLAUSE DE REPRISE

Les reprises de stocks sur demande de l'établissement bénéficiaire sont à la charge de ce dernier lorsqu'elle ne fait pas suite à un défaut de conformité du produit.

En cas de retour pour défaut de conformité du produit, à son étiquetage, à son adressage, sa durée de validité, à un évènement lié à la pharmacovigilance, à un retrait de lot ou tout autre évènement lié exclusivement aux produits, pour résiliation, l'ensemble des frais de retour des produits concernés, l'enlèvement, le transport, les droits et taxes sont à la charge exclusive du titulaire du marché spécifique.

Si la reprise de stock pour défaut de conformité du produit nécessite la livraison d'un nouveau stock, **cette opération est à la charge totale du titulaire de l'accord-cadre.**

Si les produits sont destinés à la destruction, le titulaire du contrat pourra organiser cette destruction directement sur un site homologué local, à condition d'en assurer les frais de destruction et de transport.

**Un titre de recette correspondant aux stocks repris ou détruits sera émis par le l'établissement bénéficiaire dans le délai de 2 mois à compter de son émission.**

## 11. ADMISSION ET TRANSFERT DE PROPRIETE

Le transfert de propriété du titulaire vers chaque établissement bénéficiaire est réalisé par l'admission des produits livrés, prononcée dans les conditions du présent CCAP, sous réserve des vices cachés.

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai maximal de 15 jours à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

## 12. GARANTIE DES FOURNITURES

Les fournitures sont garanties contre tout vice de fabrication, défaut de matière ou défaut de fonctionnement pendant le délai d'utilisation indiqué sur les emballages d'origine à compter du jour de la réception.

Ce délai de garantie ne pourra être inférieur à celui fixé, le cas échéant, au CCTP du SAD ou dans chaque marché spécifique. En l'absence d'indications, ce délai de garantie ne pourra être inférieur à un an.

Ces garanties sont applicables dans les mêmes conditions aux fournitures de substitution ou de remplacement.

## CHAPITRE 3 - PRIX ET REGLEMENTS

### 13. CONTENU ET CARACTERE DES PRIX

#### 13.1 FORME DES PRIX

Chaque marché spécifique est conclu à prix unitaires nets HT.

Les prix initiaux figurant au bordereau de prix unitaire (BPU) ou dans l'offre de prix sont établis à la date de remise des offres de chaque marché spécifique.

Les prix unitaires de l'offre sont appliqués aux quantités réellement commandées déduites des remises indiquées dans l'offre du titulaire.

La forme des prix (fermes ou révisables) sera précisée dans le marché spécifique.

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de la livraison des fournitures sauf dispositions réglementaires contraires.

Les taxes réglementaires, autres que la TVA, doivent être intégrées au prix unitaire HT. Aucune taxe réglementaire ne pourra faire l'objet d'une facturation supplémentaire en cours d'exécution du contrat. Cela s'appliquera également en cas d'application d'une nouvelle taxe, sauf disposition réglementaire ou législative contraire.

#### **Titulaire étranger**

La monnaie de compte des marchés spécifiques est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscale.

#### 13.2 CONTENU DES PRIX

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Cette clause est applicable aux établissements situés en France métropolitaine (Corse comprise).

Pour les établissements bénéficiaires situés en DROM-COM, le cout du transport entre le transitaire et le site de l'établissement bénéficiaire est à la charge de ce dernier (chapitre 5(Résiliation, exécution aux frais et risques, pénalités) du présent CCAP).

**Pour les DROM-COM, les prix sont proposés par le titulaire en FCA (Free Carrier).**

## 14. MODALITES DE REVISION DES PRIX

Ces modifications de prix s'appliquent **sans qu'il ne soit nécessaire de procéder à un avenant**. La signature de l'offre de prix révisée par les deux parties vaut accord et application à la date de prise d'effet acceptée par le **pouvoir adjudicateur du marché spécifique**.

Les marchés spécifiques pourront compléter les dispositions du présent article selon que les prix sont fermes ou révisables.

### 14.1 OFFRE DE PRIX PROMOTIONNELS

En cours d'exécution du marché spécifique, les prix peuvent également évoluer à la baisse dans le cadre **d'offres de prix promotionnels** mises en place à l'initiative du titulaire.

Le titulaire doit adresser dans les meilleurs délais, par écrit au pouvoir adjudicateur, le tarif promotionnel. **Il précise la durée de validité de la promotion et la désignation précise des produits ou DM concernés.**

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion et se substituent automatiquement aux prix contractuels pendant la période définie, **sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant**.

Les factures émises sur la base des nouveaux prix doivent faire explicitement référence au tarif promotionnel qui fait partie des pièces justificatives de la dépense à transmettre au comptable public.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché sont ceux à nouveau en vigueur.

### 14.2 REMISES ET ESCOMPTE APPLICABLES

Le Titulaire s'engage à appliquer à chaque établissement bénéficiaire les remises proposées dans son offre du marché spécifique (Cf fiche « prestations fournisseur ») et notamment :

- En cas de commandes via E.D.I (Echange de Données Informatisés) ;
- En cas de regroupement de commandes ;
- En fonction du montant de la commande (« panier moyen ») ;
- En fonction du chiffre d'affaires annuel (« remise en fonction du chiffre d'affaires annuel ») ;
- En fonction du respect des conditionnements fournisseurs ;
- En fonction de la gestion des commandes (nombre de commandes/ unité de temps)

Le Titulaire s'engage également à respecter les taux d'escompte précisés dans son offre en cas de réduction du délai de paiement.

Le titulaire devra fournir pour chaque période et à chaque adhérent, une synthèse des remises versées.

Chaque adhérent pourra émettre des contestations dans un délai d'un mois à compter de la réception de cet état des lieux. En cas de contradiction, l'adhérent pourra interroger le titulaire sur la différence. Après concertation et accord de l'adhérent, le titulaire émettra au profit de l'établissement concerné un avoir du montant de la remise pour la période considérée. Cet avoir pourra faire l'objet d'un titre de recette émis par le trésorier de l'établissement membre.

En cas de défaillance, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire indiquée dans la partie « 18.2 Pénalités pour défaut des obligations relatives à la récupération des données lors du suivi d'exécution des marchés ».

---

### 14.3 REMISE EN UNITE GRATUITE

Le Titulaire applique, tout au long de l'exécution du marché spécifique, les remises en unité gratuites prévues, le cas échéant, par ce dernier.

Ces remises sont appliquées par le Titulaire selon l'exemple ci-dessous :

- Prix unitaire : 1,00 € HT
- Remise de 10% en unités gratuites
- Prix facturé : 1,00 € HT
- Prix de revient : 0,90 € HT

Cela signifie que pour 1000 unités commandées :

- ➔ 1000 unités sont livrées
- ➔ 900 unités sont facturées à 1,00 € HT
- ➔ 100 unités sont facturées à 0,00 € HT

---

### 14.4 MODALITES D'ATTRIBUTION DES REMISES

L'application du ou des taux de remise prévu(s), le cas échéant, dans le marché spécifique, s'effectue à l'expiration de chaque période d'exécution de 12 mois du marché spécifique. La durée de chaque période est entendue sur 12 mois glissants, c'est-à-dire qu'une même période de 12 mois peut s'étaler sur deux années civiles distinctes.

Dans le cas où le marché spécifique s'achève avant l'expiration de la période en cours, et quel qu'en soit le motif, les stipulations de la présente clause demeurent pleinement applicables, le calcul du chiffre d'affaires réalisé s'effectuant alors sur une période allant du lendemain du jour d'achèvement de la période précédente au jour d'achèvement du marché spécifique.

Le titulaire devra fournir à la fin de chaque période et pour chaque adhérent un état des remises versées. En outre, le titulaire adressera au coordonnateur une synthèse annuelle des remises versées selon les modalités détaillées dans l'article 6.2.1.

L'établissement adhérent dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception de cet état pour le valider. A l'issue de ce délai, dans le silence de l'établissement adhérent, il est réputé tacitement validé.

A défaut de communication de cet état par le Titulaire dans le délai de trois mois susvisé, l'établissement adhérent arrête lui-même un état présentant les mêmes informations, qu'il soumet au Titulaire. Ce dernier dispose à son tour d'un délai d'un mois pour le valider. S'il le conteste, il produit à l'établissement un état rectificatif présentant les mêmes informations, en produisant à son appui tout document à même de justifier des écarts rectifiés. A défaut, ou dans son silence, l'état initialement présenté par l'établissement adhérent est réputé tacitement validé.

Sur la base de l'état ainsi validé, chaque établissement adhérent gère directement avec le Titulaire les modalités de versement de cette remise, laquelle ne peut être versée que sous l'une ou l'autre des formes suivantes :

- Avoir
- Titre de recette
- Fourniture gracieuse de l'une ou l'autre des références objet du marché spécifique

**L'attention du Titulaire est à ce titre attirée sur le fait que le versement de la remise dont bénéficie un établissement sous forme de produits, de prestations ou d'avantages non expressément prévus au marché spécifique, c'est-à-dire non référencés au bordereau des prix unitaires dudit marché, est strictement interdit.**

- Fourniture de produits innovants en lien avec l'objet du marché spécifique initial, à l'exclusion de toute proposition d'équipement, de solution informatique, ou de prestation de service, et à la condition que ces produits ne fassent pas déjà l'objet d'une concurrence à caractéristiques équivalentes.

Le choix de l'une ou l'autre de ces formes relève de la responsabilité de chaque Centre Hospitalier.

Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur peut permettre au titulaire de ne verser les remises consenties qu'à partir d'un montant de remise minimum de 30€.

---

#### 14.5 REVISION JUSTIFIEE PAR LA REGLEMENTIONS APPLICABLE AUX DISPOSITIFS MEDICAUX

Les prix des dispositifs médicaux implantables inscrits au titre III de la liste des produits et prestations remboursables (LPPR) prévue à l'article L.165-1 du code de la sécurité sociale ne pourront pas être supérieurs aux prix maxima fixés par arrêté ministériel ou constatés par avis ministériel. Les prix de ces dispositifs peuvent être modifiés par application d'un arrêté ministériel relatif à la fixation des prix maxima de vente de certains produits et prestations inscrits au titre III de la liste des produits et prestations remboursables (LPPR) prévue à l'article L.165-1 du code de la sécurité sociale :

Si le prix fixé par arrêté est modifié à la baisse ou à la hausse dans la limite de l'arrêté, un ajustement sera effectué sur la base du % de remise accordé à l'appui de l'offre. Le titulaire adressera une proposition de nouveau prix.

Il est impératif que le titulaire reprenne toutes les indications de références, à savoir :

- La référence
- Le numéro de lot
- Le libellé du produit tels qu'indiqué en annexe au CCTP,
- Les références du produit proposées par le titulaire.

Cette révision est faite par application de la formule suivante :

$$N P = N P R - [N P R ((APR - P\emptyset)/APR)]$$
 dans laquelle :

- APR = Ancien prix réglementé
- $P\emptyset$  = Prix de l'offre initiale
- N P R = Nouveau prix réglementé
- N P = Prix révisé

La révision entre en vigueur à compter de la date mentionnée par l'arrêté (ou à compter de la date de parution de l'arrêté si aucune date d'entrée en vigueur n'est précisée).

---

#### 14.6 REVISION DES PRIX

Les clauses de révision des prix seront, le cas échéant, précisées dans chaque marché spécifique.

Les nouveaux tarifs, expressément acceptés par le pouvoir adjudicateur s'appliqueront de plein droit à compter de la date prévue pour la révision.

---

#### 14.7 CLAUSE DE PARANGONNAGE

Le GCS UniHA se réserve le droit d'effectuer une procédure concurrentielle de benchmark 3 mois avant chaque période de reconduction (à date anniversaire) du marché spécifique.

Ce benchmark (ou market testing) portera sur les références du BPU et sera réalisé auprès de 3 acteurs maximum.

Le titulaire sera informé des résultats de cette procédure de benchmark dans le respect du secret des affaires et devra, le cas échéant, proposer une baisse des prix ou justifier le maintien de ses prix en cas d'écart significatif constaté entre les prix du titulaire et les prix constatés lors de l'opération de benchmark.

### 15. AVANCES

Les dispositions de l'article B.11.1 du CCAG-FCS s'appliquent.

Une avance pourra être accordée dans les conditions prévues à l'article R.2191-16 du Code de la commande publique, sauf en cas de renonciation au bénéfice de l'avance par le titulaire à l'acte d'engagement du marché spécifique.

Il ne sera accordé aucune avance supplémentaire.

#### **Remboursement de l'avance**

L'avance faisant l'objet d'un paiement unique, celle-ci sera récupérée en une seule fois.

Dans le cas d'une reconduction, la même procédure sera adoptée pour le versement et le remboursement de l'avance.

Les établissements bénéficiaires pourront faire le choix de modifier les présentes dispositions dans un sens favorable au titulaire. Cette modification sera actée par voie d'avenant opposable entre le membre bénéficiaire et le titulaire du marché.

L'établissement adhérent faisant bénéficier le Titulaire d'une avance s'engage à en informer Uni.HA. en lui transmettant l'avenant.

### 16.1 DELAIS DE PAIEMENT

Le délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture ou, si la date de réception de la facture est antérieure à la date d'admission des produits, à compter de la date d'admission.

Le délai de paiement est celui prévu aux articles R.2192-10 et R.2192-11 du Code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans les délais réglementaires donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est celui du taux de la BCE en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à **40 euros**.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable assignataire quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différends sur les sommes dues au titulaire. Dans ce cas, cette suspension fera l'objet d'une notification au titulaire. Cette notification devra préciser les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par la personne publique contractante, un nouveau délai global est ouvert : il est de 30 jours ou égal au solde restant à courir à la date de la suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

Le délai de paiement peut être suspendu par le comptable assignataire, dans le cas où une notification ou une signification d'une cession ou d'un nantissement a été faite au comptable et où celui-ci ne dispose pas de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité du marché public en même temps que de l'ordonnance ou du mandat et des autres pièces justificatives, selon les modalités décrites ci-dessus. Le solde du délai global court à dater de la réception de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité par le comptable.

Il en va de même s'agissant du nantissement intervenu après le jugement d'ouverture de la procédure collective, qui ne peut être exécuté sans l'accord de l'administrateur judiciaire. Le courrier par lequel le comptable sollicite cet accord suspend le délai global de paiement et indique à l'administrateur le délai dans lequel il doit faire connaître sa réponse.

Le solde du délai global reprend à réception de la réponse de l'administrateur ou, à défaut, à l'expiration du délai prévu dans ce courrier.

Le paiement du contrat s'effectue grâce aux crédits inscrit à l'Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses (EPRD) de chaque établissement bénéficiaire.

Les modalités de règlement seront prises en accord avec le titulaire.

### 16.2 FACTURES

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

#### 1/ Facture électronique :

⚠ Conformément à l'article R2192-3 du Code de la Commande Publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

## 2/ Dépôt de la facture électronique :

⚠ La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro »).

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

### La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leurs prix forfaitaires ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par l'adhérent.

Il est établi une facture par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à plusieurs livraisons, auquel cas il sera établi une facture par livraison.

Dans certains cas et en fonction de l'état d'avancement de la réflexion de chaque adhérent, celui-ci pourra demander une facturation sous une autre forme (ex : facturation mensuelle).

Toute facture correspondant à une livraison directe dans un service de soins sans accord préalable du ou des pharmacien(s) responsable(s) des approvisionnements, et ce quel qu'en soit le motif, pourra être rejetée.

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence de pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée au titulaire et le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception d'une facture correctement établie et communication des pièces manquantes.

---

### 16.3 NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCE

Dans le cadre des marchés spécifiques à bons de commande, le titulaire précisera s'il souhaite obtenir :

- Un certificat de cessibilité ou l'exemplaire unique de chaque bon de commande. Dans cette hypothèse, il devra adresser sa demande auprès de chaque établissement adhérent bénéficiaire du marché spécifique.

## CHAPITRE 4 – PASSATION DES MARCHES SPECIFIQUES

### 17. MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SPECIFIQUES

---

#### 17.1 REFERENCEMENT DES CANDIDATS

Seuls les candidats préalablement admis au sein du Système d'acquisition dynamique seront destinataires des invitations à remettre une offre lors de la publication des marchés spécifiques.

---

#### 17.2 PASSATION DES MARCHES SPECIFIQUES

Les marchés spécifiques seront lancés par les Hospices Civils de Lyon pour le compte du GCS UniHA et ses établissements bénéficiaires.

Tous les candidats admis dans la catégorie du SAD concernée par le marché spécifique, et seuls ces candidats, sont invités à présenter une offre au marché spécifique dans un **délai minimal de 10 jours** à compter de l'envoi de la **lettre d'invitation à soumissionner** via le profil acheteur de l'établissement coordonnateur du marché spécifique.

Pendant toute la durée du SAD, les candidats admis sont invités à répondre autant que possible aux marchés spécifiques lancés par **les Hospices Civils de Lyon**.

Les candidats ne sont pas dans l'obligation de remettre une offre : dans ce cas, **ils informeront les Hospices Civils de Lyon du motif de leur non-réponse**.

La consultation se déroule uniquement par **voie électronique, via le profil acheteur**.

Une fois notifié auprès du titulaire, le marché spécifique pourra être mis à disposition des membres du GCS UniHA identifiés dans celui-ci, dans les conditions fixées au présent CCAP, et le titulaire exécutera ses prestations directement auprès de ces derniers.

---

#### 17.3 OBJET DU MARCHE SPECIFIQUE

Le marché spécifique a pour objet de définir précisément les fournitures objet du marché qui n'auraient pas été fixées dans le **dossier de consultation** du système d'acquisition dynamique.

Il a notamment pour objet de préciser :

- Le ou les bénéficiaire(s) concerné(s) ;
- Les catégories et éventuellement les sous catégories : le marché spécifique précisera les produits concernés pour une catégorie donnée ;
- La forme du marché spécifique
- Les fournitures visées :
  - o Qualitative : description technique des fournitures objet du marché spécifique par catégorie
  - o Quantitative : quantités estimatives sans minimum et maximum par catégorie
- Le caractère mono ou multi-attributaire

---

#### 17.4 FORME DES MARCHES SPECIFIQUES

Les « marché spécifiques » sont entendus comme des « marché spécifiques passés sur le fondement du SAD » conformément aux articles R.2162-37 à 51 du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions des articles R.2162-37 et suivants du Code de la commande publique, les parties ne pourront apporter des modifications substantielles aux termes fixées dans le SAD lors de la passation des marchés fondés sur cet accord.

Les marchés spécifiques prennent la forme d'accords-cadres mono-attributaires ou multi-attributaires à bons de commande avec ou sans minimum et avec un maximum (en volume ou en montant).

Le cas échéant, le caractère contractuel ou non des quantités renseignées sera indiqué dans le dossier de consultation du marché spécifique.

---

#### 17.5 DUREE DES MARCHES SPECIFIQUES

La durée et le délai de reconduction/non reconduction de chaque marché spécifique sera indiquée dans le CCAP propre à chaque marché spécifique.

Le titulaire ne pourra ni s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

**La durée maximale du marché spécifique est de 48 mois.**

Aucun marché spécifique ne pourra être conclu après le terme du SAD. Un marché spécifique peut toutefois s'achever postérieurement au terme du système, sous réserve que ce dépassement demeure raisonnable et ne méconnaisse pas l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Les bons de commande pourront être émis pendant toute la durée de validité du marché spécifique.

---

#### 17.6 PIECES DU MARCHE SPECIFIQUE

Les pièces du marché spécifique définies ci-après s'ajoutent au socle contractuel du SAD.

---

##### 17.6.1. DOCUMENTS DE CONSULTATION POUR MARCHES SPECIFIQUES

Pour la passation de chaque marché spécifique, le(s) candidat(s) au SAD seront invités simultanément à remettre une offre sur la base des documents de consultation pour chacune des catégories qui les concerne. Ces documents comprendront au minimum :

- **La lettre d'invitation à soumissionner qui précisera** entre autres :

- les modalités d'accès et de téléchargement du dossier de consultation
  - la composition du dossier de consultation ;
  - les modalités de remise des offres ;
  - les critères de choix des offres et leurs pondérations
- Les **documents propres à la consultation**, à savoir :
- **L'acte d'engagement**
    - Et ses annexes
  - **Le cahier des clauses administratives particulières** : descriptif des règles administratives et conditions générales et/ou spécifiques propres au marché spécifique, descriptif technique des fournitures...
    - Et ses annexes
  - **Le cahier des clauses techniques particulières**
    - Et ses annexes

Lors du lancement du marché spécifique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de communiquer d'autres documents que ceux susmentionnés.

---

#### 17.6.2 DOSSIER A REMETTRE ET CONTENU DE L'OFFRE

Les candidats admis au SAD pourront présenter, pour chaque marché spécifique, une offre technique ainsi qu'une offre de prix la plus avantageuse possible pour chacune des fournitures concernées.

Les offres déposées, dans le cadre des marchés spécifiques, devront être conformes aux stipulations du SAD et aux documents propres au marché spécifique.

Les candidats remettront, au minimum :

- Le **bordereau de prix** dûment complété, daté et signé et format .cry ainsi que dans une version PDF
- Les réponses au questionnaire « **prestations fournisseur** » du marché spécifique
- Tout autre document susceptible de démontrer la qualité des prestations attendues, tel qu'il est demandé dans le dossier de consultation du marché spécifique :
  - **Fiche technique** : RCP JO ...
  - **Fiche de données de sécurité**, le cas échéant
  - **Mémoire technique** (si exigé)
  - **Spécimens** : Les spécimens sont adressés au coordonnateur, et sont obligatoirement remis dans les mêmes délais que l'offre. Ils font partie intégrante de l'offre. Le nombre de spécimens demandé peut varier d'une ou plusieurs unité(s) par référence proposée à aucune. Les spécimens envoyés doivent permettre l'analyse technique des fournitures pour lesquelles le candidat soumissionne, notamment la présentation des produits et la qualité du conditionnement primaire et secondaire. Le colis contenant les spécimens doit indiquer l'intitulé de la consultation. Les spécimens doivent être réceptionnés à l'adresse indiquée, avant la date et heure limites de réception des offres.
  - **Echantillons** (cf 17.6.3)
  - **Base volumétrique** (selon modèle joint)

L'acte d'engagement pourra être remis uniquement au stade de l'attribution du marché spécifique, sauf mention contraire du marché spécifique.

---

### 17.6.3 DEMANDE D'ÉCHANTILLONS

Les échantillons sont destinés aux tests réalisés par les utilisateurs dans les établissements membres ou non du groupe expert dans le cadre de l'évaluation des offres.

Pour les produits nécessitant la mise en place de tests, le coordonnateur adressera une demande écrite au candidat précisant les références des articles demandés, les quantités nécessaires, les coordonnées du ou des établissement(s) testeurs et la date limite de livraison. Le cas échéant, ces informations pourront être indiquées dès la publication dans le document de consultation du marché spécifique. Le candidat s'engage à respecter les conditions mentionnées dans cette demande.

Les articles fournis comme échantillon ne sont ni repris, ni facturés par le candidat.

---

### 17.7 OBLIGATIONS SPECIFIQUES LIEES AU PRIX

Les prix seront exprimés exclusivement en euros HT et conformément aux dispositions du chapitre 3 (Px et règlements) du présent CCAP.

---

### 17.8 MODALITES DE REMISE DES OFFRES

Les modalités de remise des offres sont exclusivement électroniques et telles qu'indiquées par les Hospices Civils de Lyon dans les documents de consultation du SAD et du marché spécifique.

---

### 17.9 ÉVALUATION DES OFFRES DES MARCHES SPECIFIQUES

Les critères de sélection des offres et leur pondération pour chaque catégorie seront basés sur le tableau suivant :

#### **Catégorie « Fourniture et objets de pansements, compresses, bandes et bas de compression veineuse »**

Critères	Pondération
Qualité technique +/- sécurité d'approvisionnement +/- prestations d'accompagnement au changement de pratique	<b>40 à 60%</b>
RSE	<b>15 à 20%</b>
Critère économique	<b>20 à 30%</b>
Prestation fournisseur	<b>5 à 10%</b>

#### **Catégorie « Fourniture de filtres à eaux »**

Critères	Pondération
Qualité technique	<b>20 à 60%</b>
Critère économique	<b>20 à 60%</b>
Critère RSE	<b>15 à 20%</b>
Prestation fournisseur	<b>5 à 10%</b>

## Catégorie « Gants/doigtiers stériles et non stériles »

Critères	Pondération
Qualité technique +/- sécurité d'approvisionnement +/- prestations d'accompagnement au changement de pratique	40 à 60%
RSE	15 à 20%
Critère économique	20 à 30%
Prestation fournisseur	5 à 10%

**Le total de la pondération de tous les critères sera de 100%.**

L'offre la mieux classée au regard de ces critères sera retenue. La lettre de consultation précisera les pondérations et éventuels sous-critères applicables, et indiquera le cas échéant les conditions particulières d'attribution du marché spécifique.

### 17.10 NOTIFICATION

Les Hospices Civils de Lyon procéderont à la notification du marché spécifique au titulaire via le profil acheteur de l'établissement coordonnateur.

## CHAPITRE 5 – RESILIATION EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES - PENALITES

### 18.PENALITES

Toutes les pénalités prévues dans le présent CCAP sont applicables aux titulaires de chaque marché spécifique sur simple constat, sans qu'il ne soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable. Il appartient au titulaire d'apporter le cas échéant la preuve de l'existence d'un événement exonératoire de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités.

Les pénalités décrites ci-dessous sont cumulables et nettes de taxes.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS, le montant des pénalités n'est pas plafonné et aucune exonération de pénalités n'est accordée au titulaire.

#### 18.1 PENALITES EN CAS DE RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, en cas de défaillance dans l'approvisionnement constatée (mise en place d'un contingentement ou rupture), et, une pénalité forfaitaire annuelle (par année civile) supplémentaire sera appliquée. Elle est définie selon la méthode de calcul suivante :

**Montant de la pénalité annuelle = (Montant annuel HT attribué sur le lot) x 0.03**

Cette pénalité ne pourra être appliquée durant les périodes concernées par les situations suivantes :

- Contingement imposé au titulaire par l'ANSM (sur justificatif)
- Approvisionnement de la zone non attribuée initialement, à la demande du coordonnateur, en cas de défaillance de l'autre attributaire.

**En cas d'application, ces pénalités seront réclamées annuellement par chaque adhérent bénéficiaire.**

Une fois le montant des pénalités déterminé, elles sont, selon le souhait de l'adhérent :

- ➔ Soit déduites du montant de la facture des prestations sur la base desquelles la pénalité a été calculée,
- ➔ Soit récupérées à la suite de l'émission, par l'adhérent, d'un titre de recette.

**Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération n'est accordée au titulaire.**

Ces pénalités sont appliquées par chaque établissement bénéficiaire au titre de l'exécution de chaque marché spécifique.

---

## 18.2 PENALITES POUR DEFAUT DES OBLIGATIONS RELATIVES A LA RECUPERATION DES DONNEES (ALIMENTATION DU E-CATALOGUE, SUIVI DES MARCHES, SUIVI DES STOCKS...)

Dans le cas où le Titulaire ne respecte pas les dates de reporting et de restitution prévue aux articles 6.2 et 6.3 du présent CCAP, une pénalité de retard de **300 euros par semaine de retard** sera appliquée après mise en demeure préalable demeurée infructueuse. Une semaine s'entend du lundi au vendredi. Toute semaine entamée est due.

Ces pénalités sont appliquées par le GCS UniHA.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, ces pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable obligatoire.

---

## 18.3 AUTRES PENALITES

Le cas échéant, d'autres pénalités pourront être applicables. Celles-ci seront précisées dans le dossier de consultation marché spécifique concerné.

Enfin, en cas de non-respect d'un de ses engagements contractuels et dans le cas où cette défaillance n'est pas sanctionnée par une pénalité spécifique prévue au présent contrat, le titulaire peut encourir une pénalité forfaitaire de 500 euros par manquement constaté.

---

# 19. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

---

## 19.1 EN CAS DE RUPTURE D'APPROVISIONNEMENT EN COURS D'EXECUTION

Les conditions d'approvisionnement aux frais et risques du titulaire défaillant sont fixées à l'article 19.1 « Produit de substitution » ci-avant.

---

## 19.2 EN CAS D'INCIDENTS QUALITE REPETES

En cas d'incidents qualité répétés et en l'absence d'alternatives satisfaisantes proposées par le titulaire, les conditions d'approvisionnement aux frais et risques du titulaire pourront s'appliquer.

En outre, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché pour motif d'intérêt général.

La période ainsi couverte par l'exécution aux frais et risques du marché résilié s'achève à la date de notification d'un nouveau marché spécifique, ou à défaut d'un nouveau marché passé dans les règles du Code de la commande publique.

## 20.RESILIATION DU CONTRAT

---

### 20.1 MOTIFS DE RESILIATION

Le pouvoir adjudicateur du marché spécifique peut mettre fin à l'exécution du contrat à tout moment, pour motif d'intérêt général ou suite à une faute du Titulaire dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

**La résiliation sera prononcée aux torts du titulaire, notamment :**

- Dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS
- En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-8 et D.8222-7 du code du travail permettant d'attester que le titulaire répond à ses obligations relatives au travail dissimulé ;
- En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique ;
- Si les services utilisateurs ou le laboratoire de contrôle d'une pharmacie décèlent une dégradation de la qualité des produits de nature à les rendre impropres à l'utilisation prévue au contrat ;
- En cas de rupture d'approvisionnement pour une cause imputable au titulaire, conformément aux dispositions de l'article 8.3 du CCAP
- En cas d'évolution technologique rendant les fournitures objet des marchés spécifiques inadaptées au besoin.
- En cas de non-conformité à la réglementation en vigueur concernant la commercialisation de dispositifs médicaux.

**La résiliation sera prononcée pour motif d'intérêt général, notamment :**

- Lorsqu'un dispositif médical perd son brevet et qu'un (des) dispositif(s) générique(s) est (sont) commercialisé(s),
- Lorsqu'un nouvel entrant (équivalent thérapeutique avec changement de recommandations des pratiques médicales) est commercialisé,
- En cas de forte fluctuation à la hausse du prix du dispositif médical.

La résiliation de l'accord-cadre pour quelque raison que ce soit n'entraîne pas la résiliation des bons de commande antérieurs émis et en cours d'exécution.

Dans le cas où les autorités ministérielles et/ou médico pharmaceutiques déclareraient les produits nuisibles à la santé publique ou inutiles aux traitements des patients l'administration se réserve le droit d'arrêter tout approvisionnement et de demander au fournisseur de reprendre les stocks inutilisés en cause, sans que le fournisseur ne puisse prétendre à indemnité par dérogation aux articles 38 à 43 du CCAG FCS.

---

## 20.2 INDEMNITE DE RESILIATION

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, la résiliation pour faute ou pour motif d'intérêt général n'ouvre droit à aucune indemnisation autre que le paiement des fournitures et prestations admises ou admissible à la date de résiliation.

Le titulaire peut prétendre à la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

---

## 20.3 RESILIATION EN CAS DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de procédure de liquidation judiciaire affectant le titulaire, le jugement instituant la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Les Hospices Civils de Lyon adressent au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le **délai d'un mois** à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée à l'encontre du titulaire concerné.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

# CHAPITRE 6 – IMPREVISION ET CIRCONSTANCES IMPREVUES

## 21. OBLIGATION D'INFORMATION

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties, rencontré en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire, climatique ou géopolitique, le titulaire doit informer l'établissement coordonnateur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet événement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet événement.

## 22. MODALITES DE POURSUITE DU CONTRAT

Les parties pourront convenir par voie d'avenant des modalités d'adaptation d'exécution du contrat strictement nécessaires pour faire face à l'évènement imprévisible.

### 22.1 MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXECUTION

Conformément à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique, des circonstances imprévues peuvent justifier la modification du périmètre des prestations ou l'adaptation des conditions d'exécution du marché.

La modification, actée par voie d'avenant, peut notamment prendre la forme :

- d'une prolongation de la durée du marché si le marché arrive à échéance pendant l'évènement imprévisible et qu'une remise en concurrence ne peut être réalisée dans des conditions raisonnables, exposant alors les adhérents à une rupture dans la continuité des soins ;
- d'une augmentation du volume maximum contractuel dès lors que l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne peut être mise en œuvre dans des conditions raisonnables si l'évènement ou la circonstance imprévisible a pour conséquence d'exposer les établissements à un besoin immédiat de surcroît de commande nécessaire à la continuité des soins ;
- d'une demande du Pouvoir Adjudicateur de rationaliser les commandes des adhérents bénéficiaires afin d'assurer un minimum de livraison pour chaque établissement.

Pour chaque lot, le montant de la modification ne pourra être supérieur à 50% du montant initial, le montant initial étant calculé sur la base du volume maximum contractuel de chaque marché.

### 22.2 INDEMNISATION AU TITRE DE L'IMPREVISION POUVANT PRENDRE LA FORME D'UNE MODIFICATION TEMPORAIRE DES PRIX

Le titulaire du marché pourra formuler une demande d'indemnisation en cas de poursuite d'exécution du contrat s'il produit des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du contrat du fait de la poursuite de l'exécution du contrat dans les conditions de l'offre initiale malgré les éventuelles modalités d'adaptation éventuellement mises en œuvre en application de l'article précédent.

Pour chaque lot, le titulaire du marché pourra formuler une demande d'indemnisation prenant la forme d'une modification temporaire des prix dès lors que cette modification est nécessaire à la poursuite du contrat dans les conditions de l'offre initiale.

A ce titre, il devra obligatoirement fournir une décomposition détaillée des coûts constitutifs de son prix de revient ainsi que des factures attestant du bouleversement de l'économie du contrat. Ces éléments seront transmis afin de justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible.

En cas d'absence totale ou partielle de justificatifs, la demande d'indemnisation ne sera pas étudiée.

Il est entendu que l'indemnisation, prenant la forme d'une modification temporaire des prix, ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte aux établissements bénéficiaires.

L'établissement coordonnateur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

Le cas échéant, l'indemnisation prendra la forme d'une modification provisoire des prix du marché, par voie d'avenant, pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier du marché dûment justifié, et en tout état de cause sans que la période de modification des prix ne puisse excéder 6 mois, reconductible une fois.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le Titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant signé par l'établissement coordonnateur,
- Le Titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

En cas d'impossibilité durable de maintenir les prix initiaux du marché sans bouleversement de l'équilibre économique du marché, les prix modifiés par voie d'avenant pourront être maintenus le temps de la relance d'une nouvelle procédure.

## 23. MODALITES DE LA SUSPENSION DU CONTRAT

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le contrat du fait de l'évènement imprévisible, l'établissement coordonnateur peut décider de suspendre l'exécution du contrat sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation au titre de cette suspension.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par avenant à la fin de la période de crise.

## 24. PROLONGATION DU MARCHE

Si le présent marché arrive à terme pendant la période de survenance de l'évènement, il pourra être prolongé par voie d'avenant, au-delà de la durée de l'accord-cadre prévue au présent CCAP, **lorsque l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne pourrait être mise en œuvre dans des conditions raisonnables.**

Cette prolongation peut s'étendre au-delà de la durée mentionnée à l'article L. 2125-1 du code de la commande publique, **dans la limite de 6 mois.**

## CHAPITRE 7 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services de 2021 :

Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
2	Définitions
3.7.1	Obligations générales des parties
4.1	Pièces constitutives du marché public
5.2	Protection des données
10.2	Prix en vigueur
14.1	Pénalités pour retard
20.2.2	Stockage, emballage, transports et gestion des déchets
27.3	Opérations de vérification
38 à 43	Chapitre 7 : Résiliation
45.1	Information de l'exécution aux frais et risques Résiliation aux frais et risques